

Bujumbura "rejette le parti pris" de la communauté internationale

@rib News, 15/03/2014 â€“ Source AFPLe Gouvernement du Burundi a "rejeté et déploré" vendredi "le parti pris" de la communauté internationale, en réaction aux critiques formulées par l'ONU, l'Union européenne et les Etats-Unis après de violents affrontements entre des membres de l'opposition et la police. "Le gouvernement rejette et déplore le parti pris de tous ceux qui sont en train de le critiquer et de le condamner en se basant sur des mensonges véhiculés par les partis d'opposition, et une société civile au service de l'opposition", a déclaré Philippe Nzobonariba, porte-parole du Gouvernement.

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déploré jeudi "les restrictions croissantes à la liberté d'expression et de rassemblement". Mercredi, l'Union européenne avait exprimé son inquiétude face à la "montée de la tension politique" au Burundi, le département d'Etat américain déplorant un usage excessif de la force. "Que ce soit les USA, que ce soit l'UE ou l'ONU, tous ont des diplomates au Burundi. On se demande pourquoi ils ne disent pas ce qu'ils voient sur le terrain et se contentent de rapporter sans vérifier les accusations sans fondements de l'opposition et de la société civile", s'est interrogé M. Nzobonariba, citant notamment "les mensonges sur les exactions" de la ligue des jeunes du parti au pouvoir. Il s'est interrogé également sur "ce qui peut pousser quelqu'un comme un représentant de l'UE à dire en 2010 que le Burundi allait devenir rapidement comme la Yougoslavie, (...) ce qui a été démenti par les faits". La justice burundaise a inculpé mercredi "d'insurrection", une infraction passible de la perpétuité, un responsable de l'opposition, l'ancien journaliste Alexis Sinduhije, et 71 militants de son parti, le MSD, arrêtés lors d'affrontements qui les ont opposés à la police, qui avait fait usage d'armes à feu. Ces affrontements, à l'ampleur inédite depuis les violences de 2010, risquent d'aggraver la tension dans ce pays sorti en 2006 de plus de 10 ans de guerre civile. "Ce sont des mensonges, le Burundi est en paix, la sécurité est totalement assurée. (...) Quant à ce qui se passait samedi, le Burundi a fait face à une situation de rébellion, un groupe de gens qui étaient drogués et qui avaient une intention criminelle", a martelé le porte-parole. "Comment voulez-vous que le gouvernement réagisse? Chez les donneurs de leçon il y aurait eu plus de dégâts, dans une telle situation", a-t-il assuré.